Recours introduit le 2 août 2010 — Commission européenne/République d'Autriche.

(Affaire C-387/10)

(2010/C 328/20)

*Langue de procédure: allemand***Parties***Partie requérante:* Commission européenne (mandataires ad litem: R. Lyal et W. Mölls, agents)*Partie défenderesse:* République d'Autriche**Conclusions**

La Commission conclut à ce qu'il plaise à la Cour:

— déclarer qu'en adoptant et en maintenant des dispositions conformément auxquelles seuls des établissements de crédit ou fiduciaires résidents peuvent être désignés comme représentants fiscaux des fonds d'investissement ou immobiliers, la République d'Autriche a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 49 CE et de l'article 36 TUE;

— condamner la République d'Autriche aux dépens.

Moyens et principaux arguments

La Commission estime que des dispositions conformément auxquelles seuls des établissements de crédit ou fiduciaires résidents peuvent être désignés comme représentants fiscaux de fonds d'investissement ou immobiliers constituent une exigence d'établissement qui entrave la libre prestation des services.

Contrairement à ce que soutient l'Autriche, les dispositions litigieuses ne seraient pas de nature à améliorer la qualité de la représentation fiscale ni à protéger l'intérêt qu'ont les investisseurs et le fisc à ce que les obligations fiscales soient correctement remplies. Rien ne permettrait donc de justifier la restriction litigieuse de la libre prestation des services.

Recours introduit le 27 août 2010 — Commission européenne/République française

(Affaire C-428/10)

(2010/C 328/21)

*Langue de procédure: le français***Parties***Partie requérante:* Commission européenne (représentants: G. Braun et L. de Schietere de Lophem, agents)*Partie défenderesse:* République française**Conclusions**

— constater qu'en ne prenant pas toutes les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil, du 11 juillet 2007, concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ⁽¹⁾ ou, en tout état de cause, en ne les ayant pas communiquées à la Commission, la République française a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de cette directive;

— condamner la République française aux dépens.

Moyens et principaux arguments

Le délai pour la transposition de la directive 2007/36/CE a expiré le 3 août 2009. Or, à la date d'introduction du présent recours, la partie défenderesse n'avait pas encore pris toutes les mesures nécessaires pour transposer la directive ou, en tout état de cause, elle n'en avait pas informé la Commission.

(¹) JO L 184, p. 17.

Demande de décision préjudicielle présentée par la Cour d'appel de Mons (Belgique) le 13 septembre 2010 — État belge — SPF Finances/BLM SA

(Affaire C-436/10)

(2010/C 328/22)

*Langue de procédure: le français***Juridiction de renvoi**

Cour d'appel de Mons

Parties dans la procédure au principal*Partie requérante:* État belge — SPF Finances*Partie défenderesse:* BLM SA

Question préjudicielle

Les articles 6, paragraphe 2, premier alinéa, sous a), et 13, B, sous b), de la Sixième directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme ⁽¹⁾, doivent-ils être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une législation nationale qui traite comme une prestation de services exonérée, en tant qu'affermage ou location d'un bien immeuble au sens dudit article 13, B, sous b), l'utilisation pour les besoins privés du dirigeant et de sa famille d'une partie d'un bâtiment construit ou détenu en vertu d'un droit réel immobilier par l'assujetti personne morale, lorsque ce bien d'investissement a ouvert droit à la déduction de la taxe en amont?

⁽¹⁾ JO L 145, p. 1.

Demande de décision préjudicielle présentée par la Curte de Apel Bacău (Roumanie) le 13 septembre 2010 — Lilia Druțu/Direcția Generală a Finanțelor Publice Bacău, Administrația Finanțelor Publice Bacău

(Affaire C-438/10)

(2010/C 328/23)

Langue de procédure: le roumain

Jurisdiction de renvoi

Curtea de Apel Bacău

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: Lilia Druțu

Parties défenderesses: Direcția Generală a Finanțelor Publice Bacău, Administrația Finanțelor Publice Bacău

Questions préjudicielles

- 1) [...] l'article 110, premier alinéa, TFUE (ex article 90 CE) s'oppose-t-il à l'établissement d'une taxe nationale qui constitue une condition à la première immatriculation en Roumanie de voitures déjà immatriculées dans un autre État membre de l'UE, dans la mesure où les voitures déjà immatriculées en Roumanie peuvent faire l'objet des transactions sans qu'une telle taxe soit perçue?
- 2) Dans la mesure où l'article 110, deuxième alinéa, TFUE vise à éliminer les éléments de nature à protéger le marché national et à porter atteinte aux principes concurrentiels régissant le marché communautaire, l'établissement d'exemptions à l'obligation de payer la taxe sur la pollution, dont bénéficient également les voitures de fabrication nationale, constitue-t-elle une mesure de protection du secteur national de production automobile?

Demande de décision préjudicielle présentée par la Curte de Apel Bacău (Roumanie) le 13 septembre 2010 — SC DRA SPEED SRL/Direcția Generală a Finanțelor Publice Bacău, Administrația Finanțelor Publice Bacău

(Affaire C-439/10)

(2010/C 328/24)

Langue de procédure: le roumain

Jurisdiction de renvoi

Curtea de Apel Bacău

Parties dans la procédure au principal

Partie requérante: SC DRA SPEED SRL.

Parties défenderesses: Direcția Generală a Finanțelor Publice Bacău, Administrația Finanțelor Publice Bacău

Questions préjudicielles

- 1) L'article 110, premier alinéa, TFUE (ex-article 90 CE), aux termes duquel aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires, s'oppose-t-il à l'établissement d'une taxe sur la pollution des véhicules à moteur, imposée lors de la première immatriculation sur le territoire d'un État membre, présentant les caractéristiques fixées par l'OUG n° 50/2008, taxe pouvant constituer une imposition intérieure frappant les biens provenant d'autres États membres, dans la mesure où ladite taxe n'est pas perçue lors de la réimmatriculation en Roumanie d'un véhicule à moteur présentant les mêmes caractéristiques qu'un véhicule d'occasion importé?
- 2) L'article 110, deuxième alinéa, TFUE (ex-article 90 CE), aux termes duquel aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions, s'oppose-t-il à l'établissement d'une taxe sur la pollution des véhicules à moteur, imposée lors de la première immatriculation sur le territoire d'un État membre, présentant les caractéristiques fixées par l'ordonnance d'urgence du gouvernement n° 50/2008, dans la mesure où l'ordonnance d'urgence du gouvernement n° 218/2008 exonère du paiement de la taxe sur la pollution la catégorie de voiture présentant les caractéristiques techniques des voitures produites en Roumanie?